



Sortie de crise à la CAMEG: Le ministre de la santé et les différents acteurs signent un protocole d'accord

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°355 du lundi 10 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

ACTION SOCIALE : OCADES CARITAS
Koupéla fait don des bidons d'huile aux écoles primaires de la commune de Baskoure

Page 4



Nouna : Le Maire face aux OSC

Page 6



L'IRD célèbre les Femmes et la Science: Les doctorantes ont exposé les fruits de leurs recherches

Page 2



Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



L'IRD célèbre les Femmes et la Science Les doctorantes ont exposé les fruits de leurs recherches

Région du Centre



Le public a accordé un intérêt particulier aux différentes communications des doctorantes.

Le jeudi 30 mars dernier, en marge de la commémoration des droits de la femme, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) a organisé une journée autour des travaux de recherche de doctorantes et de jeunes chercheuses. L'objectif de cette journée est de rendre

compte du dynamisme des femmes qui entreprennent des recherches dans les différentes disciplines scientifiques.

Placée sous le thème « Femmes et recherche pour le développement », l'Institut de recherche pour le développement

(IRD) entend valoriser et vulgariser les résultats des recherches des femmes chercheuses. Selon les organisateurs, cela fait déjà quatre ans que ce cadre d'échange et d'expression constitue une opportunité pour les jeunes femmes de la recherche de parler de leurs acquis. Cette journée a été présidée par la directrice du

La suite à la page 3.



RECHERCHE

La suite de la page 2.

Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT), Mme Marie-Thérèse Arcens Somé. Pour elle, depuis quelques années, les femmes libèrent leur génie en créant et en innovant dans plusieurs domaines. A l'entendre les femmes ont été nombreuses à participer à la 11^e édition du FRSIT afin de présenter à la population leurs acquis et leurs savoirs faire. Elle a dit toute sa reconnaissance à l'endroit des responsables de l'IRD pour avoir mis ce cadre d'échange à l'endroit des femmes chercheuses. Une opportunité que les doctorantes ne se sont pas faites prier pour la saisir. En effet, une dizaine de chercheuses ont pu présenter les résultats de leur recherche dans des domaines diversifiés. Les résultats des recherches présentés au public ont porté entre autres sur la question de la production de l'énergie solaire, l'environnement, la médecine traditionnelle, les relations conjugales ou encore l'avortement.

Gaelle Ko, doctorante en énergie /2IE, la première doctorante à passer devant le public, a mené des recherches sur la « Conception d'un collecteur de type linéaire Fresnel pour la production d'électricité et de froid solaire dans les régions rurales d'Afrique de l'Ouest ». Sa technologie inventée, consiste à produire de l'énergie solaire à base de matériels locaux. « Des matériels que l'on trouve au Burkina Faso, surtout de le faire avec la main d'œuvre



Pour Gaelle Ko , L'Etat burkinabè doit jouer un rôle primordial dans les activités de la recherche.

disponible, c'est une technologie abordable, à la portée des Burkinabè », s'est-elle confiée. A notre question de savoir ce qu'elle attend des pouvoirs public quant à la vulgarisation des résultats de sa recherche. La doctorante a indiqué que c'est grâce aux concours de l'Union Européenne qu'elle a pu réaliser ses recherches, elle attend donc de nos dirigeants de la construction de laboratoires

à dimension industrielle pour soutenir de telles recherches.

Baowendboom/Rédaction SC Info

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ACTION SOCIALE : OCADES CARITAS **Koupéla fait don des bidons d'huile aux** **écoles primaires de la commune de Baskoure**

Région Centre-Est



L'Abbé Gérard Yougbaré, Secrétaire exécutif de l'ONG donatrice justifie ce geste : « ventre creux n'a point d'oreille, car la plupart de ces élèves mangent souvent des repas sans huile et je pense que cet appui va leur permettre de rester à l'école à midi pour pouvoir bien étudier.»

O **CADES CARITAS**
Koupéla, une
Organisation non
gouvernementale
(ONG) à travers son programme
CCFC (Christian Children Fund
of Canada), vole au secours des
enfants de la commune rurale
de Baskouré. Ce sont au total
plus de 222 bidons de 20 litres
d'huile qui ont été remis à 16
écoles de cette commune. D'une
valeur de plus de 4 millions
de francs CFA, ces vivres ont
été officiellement remis aux

bénéficiaires, le 29 mars 2017 en
présence des autorités locales à
l'école A de Baskoure.

« L'avenir est à ceux qui ne sont pas découragés ». C'est pour coller à cette pensée de G. Sorel que l'OCADES CARITAS Koupéla encourage et soutient les acteurs du développement. Les populations du Kourittenga, plus particulièrement celles de la commune de Baskoure ont

encore bénéficié du soutien de cette ONG. Elle les appuie dans les secteurs sociaux de base, notamment dans l'éducation, la santé nutrition, le développement durable des moyens d'existence et le renforcement des capacités des institutions et des organisations. Dans cet élan de générosité et d'entraide, l'OCADES CARITAS de Koupéla a fait parler son cœur pour la énième fois dans sa zone d'intervention. C'est au bénéfice des élèves de cette localité car ils auront de quoi manger à midi

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Ce don est composé de 222 bidons d'huile de 20 litres destinés à 16 écoles de cette commune rurale de Baskouré.

après les classes. D'une valeur de plus de 4 000 000 francs CFA, ce don est composé de 222 bidons d'huile de 20 litres destinés à 16 écoles de cette commune. L'Abbé Gérard Yougbaré, Secrétaire exécutif de l'ONG donatrice justifie ce geste : « ventre creux n'a point d'oreille, car la plupart de ces élèves mangent souvent des repas sans huile et je pense que cet appui va leurs permettre de rester à l'école à midi pour pouvoir bien étudier.» Une réalité que reconnaît Lassina Zongo, préfet du département de Baskouré, qui a salué ce geste hautement humanitaire. Pour lui, ce dont vient à point nommé : « Je suis affligé de voir chaque jour après les cours à 12 heures des élèves dont les salles de classes joutent mon logement, passer la journée sans manger, bien que je leur envoie souvent à manger par compassion. » Mêmes sentiments chez Noël Zougmore,

représentant de l'inspecteur, chef de la Circonscription d'éducation de base (CEB) de Baskoure, à la cérémonie symbolique de remise de ce don : «je suis comblé par cette marque de solidarité à l'endroit des élèves et je rappelle que ce genre d'initiative en faveur de l'éducation nationale n'est pas la première de l'ONG qu'est bien connue des populations pour ses bienfaits.» Selon Nadembèga Mathieu, président de l'APE de Baskoure A, l'initiative est à sa juste valeur : «je souhaite longue vie à OCADES et je l'exhorte à continuer sa marche dans son si bon chemin.» L'Abbé Gérard Yougbaré, Secrétaire exécutif de cette ONG a réitéré l'engagement de l'association à rester aux côtés des couches vulnérables avant d'inviter les bénéficiaires à faire bon usage des vivres qui, rassurés, soulageront un tant soit peu les parents d'élèves. Comme il

fallait s'y attendre, après cette remise symbolique, chaque représentant d'école a procédé à l'enlèvement de son stock.

Amédée W. SILGA

silgaamedee@yahoo.fr



Nouna : Le Maire face aux OSC

Région de Boucle du Mouhoun



Le maire Issoufou TRAORE.

Après huit (08) mois à la commande des affaires courantes de la commune urbaine de Nouna, Issoufou TRAORE, Maire de ladite Commune était face aux Organisations de la Société Civile (OSC) ce vendredi 24 Mars 2017 à l'hôtel de ville de Nouna. Objectif, rendre compte aux populations des acquis déjà engagés, des difficultés dont rencontre sa structure et des perspectives envisagées.

« Parmi les obligations contenues

dans la loi N°055-2004/AN du 21 décembre 2014 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso, il incombe au Président des collectivités de rendre compte dans un rapport spécial des activités et de la vie de la commune » a affirmé Issoufou TRAORE à l'endroit de l'assemblée avant de donner l'état d'exécution des activités.

Pour ce qui est des domaines transférés, au niveau de l'éducation nationale, ce sont des fournitures d'un montant de quatre millions

quatre cent soixante-dix-huit mille cent quatre-vingt (4.478.580) francs CFA qui ont été commandées suivant la procédure d'appel à concurrence ouverte comme recommandées par les textes dont les trois (03) lots furent destinés aux circonscriptions d'éducation de base de Nouna I, Nouna II, Nouna IV. Là, le Président du Conseil Municipal a félicité l'entreprise pour sa promptitude dans la livraison des fournitures scolaires qui a permis aux élèves de la commune de

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

mener leur apprentissage à bonne date. Quant aux consommables scolaires, (craie, ardoisine, règles pour tableau) ce sont au total trois millions quatre-vingt-six mille (3 086.000) francs CFA HT qui y ont été injectés et repartis à l'ensemble des circonscriptions d'éducation de base.

Au niveau de la santé, les fournitures de bureau pour les centres de santé et de promotion sociale (CSPS) de la commune se chiffrent en un montant de quatre cent soixante-six mille six cent vingt-cinq (466 625) francs CFA HT, des tickets de carburant de sept cent huit mille six cent quinze (708 615) francs CFA ont été livrés aux CSPS pour leur fonctionnement courant et assistance à l'évacuation et à la vaccination de la population. Sachant que tous les CSPS ne sont pas tous raccordés au réseau électrique, d'autres sources d'énergie parmi lesquelles des lampes solaires ont fait l'objet de commande dont le montant total s'élève à six cent quarante-cinq mille (645 000) francs CFA Hors Taxes.

Concernant la conservation des produits pharmaceutiques dans les dépôts MEG des CSPS, du gaz butane d'un montant d'un million trois cent trente mille (1 330 000) francs CFA HT a été dépensé. A cela s'ajoutent le matériel d'entretien des CSPS, des matériels de protection et médicaux techniques, l'achat des pièces pour l'entretien des véhicules à deux roues (02) au profit des CSPS de la commune le tout pour un montant global de cinq millions sept cent quatorze mille sept cent (5 714 700) francs CFA HT.



Alphonse ZAKANE.

Au niveau du Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales, le maire a fait savoir que la commune a obtenu un financement du projet de construction de vingt (20) boutiques au marché central de Nouna au montant de vingt-quatre millions neuf cent trente-neuf mille trois cent (24 939 300) francs CFA TT dont les travaux sont très bien avancés. Outre ces matières transférées, la Mairie en 8 mois a délivré 12 permis de port d'armes, a enregistré 12 arrêtés, 29 communiqués (radio), 102 ordres de mission, 10 délibérations,

2.623 déclarations de naissances avec 1.507 jugements déclaratifs. Bien d'autres réalisations ont été exécutées par le conseil municipal.

La commune a qui enregistré en 8 mois une recette de Dix-sept millions huit cent quatre-vingt-quinze mille six cent cinquante (**17 895 650**) francs CFA. Cette somme provient essentiellement des taxes et de la location des boutiques et d'autres biens publics de la mairie. En dépit des actions réalisées, la commune de Nouna fait face à d'énormes difficultés, des difficultés inhérentes à toute transition car il faut un temps

La suite à la page 8.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 7.



Les participants.



Photo de famille.

d'adaptation, prendre la mesure des choses, à entendre le maire.

Pour Alphonse ZAKANE, Vice-Coordonnateur Provincial du Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDES), ce bilan de 8 mois du Maire est une initiative du GERDES qui regroupe les OSC et les membres du GERDES de la commune de Nouna et cela dans le cadre de la redevabilité des élus locaux. « Nous pensons que c'est leur devoir de revenir vers les populations qui les ont élus pour leur présenter leur bilan. Chose à laquelle le maire n'a pas hésité. Nous sommes vraiment satisfaits par-ce-que nous avons appris beaucoup de chose sur ce qui a été fait il y a 8 mois sur le fonctionnement de la mairie, sur les grands projets qui ont été réalisés. Aussi nous avons appris des difficultés mais surtout des perspectives pour le reste du mandat » a Conclut Monsieur ZAKANE.

Issa Lazare KOLGA

**Correspondant
NOUNA**

à

La suite à la page 9.



ANNONCE

SÉMINAIRE DE FORMATION INÉDITE

La DPNTIC (Direction de la Promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Université nationale Ouaga 1, Pr Joseph KY ZERBO, en collaboration avec une institution de la place, organise, du 24 au 28 avril 2017, un séminaire de formation inédite sur le thème :

« **GESTION DE PROJET : DE LA MÉTHODE DU CADRE LOGIQUE (MCL) A LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR) - LE BUDGET-PROGRAMME** ».

OBJECTIFS DE LA FORMATION

Au cours des quatre dernières décennies, la gestion de projet a connu une évolution notable, allant de la méthode du cadre logique (MCL) à la gestion axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme. Les partenaires techniques et financiers (PTF), qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux (organismes internationaux) exigent aujourd'hui que les projets qu'ils accompagnent soient gérés selon l'approche budget-programme. Le PNDES (Plan National de Développement Economique et Social), dans toute sa globalité, sera sans doute, ainsi géré.

Ce séminaire de formation vise pour les participants les objectifs ci-après :

- ▶ leur permettre de bien comprendre les deux (02) techniques de gestion de projets : la technique traditionnelle par la méthode du cadre logique (MCL) et la technique contemporaine, celle axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme ;
- ▶ leur permettre dans leur démarche de faire une distinction claire les deux (02) techniques de gestion, qui quelques fois peuvent prêter à confusion ;
- ▶ leur permettre de maîtriser l'analyse et la gestion des risques projets, un aspect clé de la GAR ;
- ▶ leur permettre de pouvoir suivre et évaluer les projets dans une vision axée sur les résultats, afin de répondre aux exigences des PTF ;
- ▶ leur permettre enfin, de réussir efficacement la mission de Chef de projet, qui est d'atteindre l'objectif global du projet.

PUBLIC CIBLE

Ce séminaire de formation intéresse :

- ▶ les Chefs et les cadres dirigeants des entreprises privées et/ou publiques ;
- ▶ les cadres des départements ministériels et des institutions étatiques ;
- ▶ les cadres des projets et programmes ;
- ▶ les cadres en charge du suivi-évaluation des projets et programmes ;
- ▶ les cadres des institutions internationales ;
- ▶ les acteurs des collectivités locales ;
- ▶ les acteurs de la société civile ;
- ▶ les cadres des organisations régionales et sous régionales ;
- ▶ les cadres représentant les partenaires techniques et financiers ;
- ▶ toute personne intéressée par la gestion des projets et programmes.

FORMATEUR

Le séminaire sera animé par un consultant/formateur international, Expert en Analyse et Gestion de projets (18 ans d'expériences

ans le domaine), Expert en Econométrie, et Enseignant-Chercheur d'Universités

DATE - LIEU - HORAIRES

Date : du 24 au 28 avril 2017.

Lieu : Nouveau Centre de Ressources en Informatique (NCRI) de l'Université Ouaga 1, Pr J. KY ZERBO.

Horaires : **Groupe 1** : du lundi 24 au vendredi 28, de 08h00 à 12h00. **Groupe 2** : du lundi 24 au vendredi 28, de 16h00 à 20h00.

FRAIS DE PARTICIPATION

Les frais de participation sont fixés à **200.000 F CFA**. Ce montant comprend les frais d'inscription, le coût du matériel pédagogique (document de formation, bloc-notes, stylo, attestation de formation, logiciel Ms Project 2010), le déjeuner ou le souper du dernier jour. Le paiement des frais de participation se fera **en espèces ou par orange money** jusqu'au **samedi 22 avril 2017 à 12h 00**. Un reçu de paiement vous sera donné et sera présenté le jour du début de la formation, **le lundi 24 avril 2017**, pour avoir accès à la salle de formation.

INFORMATIONS

Samedi 29 avril 2017 : une formation **bonus** (sanctionnée aussi par une attestation) sur la **planification opérationnelle de projets avec le logiciel Ms Project 2010** sera donnée aux participants. Pour le groupe 1 de 08h à 12h00 et pour le groupe 2 de 16h à 20h00.

Les formations s'achèveront officiellement **le vendredi 28 avril 2017** par la remise des attestations, une pause déjeuner ou souper, des prises de photos et d'échange d'adresses.

POUR TOUTES FINIS UTILES, CONTACTEZ

- **La DPNTIC** au (00226) 73 76 76 22.
- **Dr Amédée Pascal DONDASSE** : Enseignant-Chercheur, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 25 41 08 01 / 75 82 69 82.
- **Mr Alassane TOPAN** : Chef de Scolarité, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 70 17 69 30 / 79 00 77 00 / 76 63 04 42.
- **Mme Amélie SANGUISSO/OUEDRAOGO** : Secrétaire, Département de Gestion, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 78 88 32 90.





Ministère de la Communication et des relations avec le Parlement : des dispositions pour un déploiement plus efficient

Région du Centre



La rencontre de 48 heures a permis d'appréhender les difficultés organisationnelles, infrastructurelles, matérielles et financières dans la déconcentration des structures du département en charge de la Communication.

L'atelier de réflexion pour une synergie d'actions dans le déploiement des directions régionales de la Communication et des structures rattachées organisé par le ministère de la Communication et des relations avec le Parlement a pris fin, ce vendredi 7 avril 2017 à Ouagadougou.

La rencontre de 48 heures a permis d'appréhender les difficultés organisationnelles, infrastructurelles, matérielles et financières dans la déconcentration des structures du département en charge de la Communication. De même, les participants ont mis à la disposition de l'autorité des outils de renforcement du déploiement des structures

du ministère en régions.

Fort de ce qui précède, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémiss Fulgance Dandjinou, a salué la qualité des travaux car les participants ont examiné la politique globale de déconcentration du ministère en dégageant ses forces, ses faiblesses et en proposant des outils organisationnels de mise en

La suite à la page 11



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Les participants à l'atelier ont recommandé, entre autres, la mise en œuvre des conclusions de l'atelier dans les meilleurs délais .

œuvre. Toute chose qui permettra l'opérationnalisation des directions régionales, avec un planning sur les années 2018, 2019 et 2020 ; la meilleure structuration des services déconcentrés et une collaboration cordiale entre les acteurs.

M. Dandjinou a souligné que les conclusions de l'atelier seront suivies d'actions concrètes qui vont insuffler une dynamique nouvelle à la politique globale de déconcentration des services

centraux et rattachés du département de la Communication.

Les participants à l'atelier ont recommandé, entre autres, la mise en œuvre des conclusions de l'atelier dans les meilleurs délais ; la mise à disposition des moyens conséquents aux Directions régionales de la Communication du ministère et l'application stricte et rigoureuse des textes régissant les différentes structures.

Le ministre en charge de la Communication, Rémis Fulgance Dandjinou, a rassuré que la mise en œuvre effective de ces actions interviendra certainement à partir de 2018 en raison de l'insuffisance de la ligne budgétaire inscrite au budget de l'Etat, gestion 2017.

DCPM/MCRP



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sortie de crise à la CAMEG: Le ministre de la santé et les différents acteurs signent un protocole d'accord

Région du Centre



La signature de ce protocole d'accord marque ainsi la fin de la crise qui secoue la structure depuis près d'un an.

Le ministre de la santé, Pr Nicolas Méda et les acteurs de la Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques et des consommables médicaux (CAMEG) ont signé ce samedi 8 avril 2017, à Ouagadougou, un protocole d'accord.

La signature de ce protocole d'accord marque ainsi la fin de la crise qui secoue la structure depuis près d'un an. Ce protocole s'articule sur trois points à savoir : le premier point porte sur l'acceptation de toutes les parties de résoudre à l'amiable la crise d'où la signature du présent



Ce protocole s'articule sur trois points à savoir : le premier point porte sur l'acceptation de toutes les parties de résoudre à l'amiable la crise d'où la signature du présent accord.



Réussite des entreprises des apprenants du CFPNF de Koutoura : un tremplin pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes

Région du Centre



Le Centre de formation professionnelle non formelle (CFPNF) de Koutoura a ouvert ses portes en janvier 2009.

Le projet ES-CEBNF/EFORD a initié une visite/suivi des apprenants sortis et installés du Centre de formation professionnelle non formelle (CFPNF) de Koutoura du 28 au 31 mars 2017 dans les régions des Cascades et des Hauts-Bassins. L'objectif était de visiter les projets professionnels de quelques apprenants des promotions

sortis du CFPNF de Koutoura.

Le Centre de formation professionnelle non formelle (CFPNF) de Koutoura a ouvert ses portes en janvier 2009. Il a pu faire sortir les apprenants de sa première promotion en juin 2014 et de ses deuxième et troisième promotions en juin 2016. Ces apprenants disposent pour chacun d'eux, d'un projet professionnel

qu'ils mettent en œuvre. C'est dans l'optique de suivre ces apprenants installés dans le domaine de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales, l'élevage des porcins et l'aviiculture traditionnelle améliorée, que la mission conjointe des partenaires technique et financiers et de coordination du projet ES-CEBNF/EFORD s'est déportée dans la région des Cascades

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

et celle des Hauts-Bassins. Selon le coordonnateur du projet ES-CEBNF/ EFORD, Mamoudou DIALLO, cette sortie répond à l'une des recommandations formulées lors de la dernière session du comité de pilotage du projet. Au cours de la visite, les représentants de la Coopération Suisse, Ambroise Tapsoba et de la Coopération

Autrichienne, Hafoussatou Sougué ont saisi l'occasion pour prodiguer des conseils aux apprenants promoteurs afin qu'ils puissent mener à bien la suite de leurs projets. Aussi, une invite a été faite aux parents des sortis pour qu'ils continuent de s'engager aux côtés de leurs enfants pour la réussite de leurs entreprises.

Au cours des trois dernières années, une somme de plus de 110 000 000FCFA a été allouée aux apprenants pour la mise en œuvre de leurs projets professionnels.

Conditions d'obtention de l'assistance judiciaire au burkina faso

Allemagne

L'assistance judiciaire s'entend du concours accordé par l'État aux personnes indigentes et certaines catégories de personnes pour mieux faire valoir leurs droits en justice. Elle est applicable en matière sociale, civile, commerciale, administrative et pénale. Elle peut être totale ou partielle. Lorsqu'elle est totale, tous les frais occasionnés par le procès sont pris en charge. Lorsqu'elle est partielle, la décision qui l'accorde détermine la part contributive de l'État.

• Conditions générales

Être une personne physique de nationalité burkinabè ou étrangère (sous réserve de réciprocité).

- Bénéficiaires d'office
- Les enfants victimes de traite ou



en conflit avec la loi, les enfants non assistés et ceux dont les parents sont indigentes dans toutes les procédures les concernant.

-Les victimes d'actes d'atteintes à la vie ou à l'intégrité corporelle tels les coups et blessures graves, les actes de tortures exercées par des

agents de l'État dans l'exercice de leur fonction ou leurs ayants-droit.

- Bénéficiaires en raison de leur vulnérabilité

-Les personnes en charge d'enfant mineur dans les procédures de pension alimentaire ou de contribution aux charges du ménage ne disposant d'aucun revenu propre.

-Le conjoint en charge d'enfant mineur en instance de divorce ne disposant d'aucun revenu propre.

-Les veuves en charge d'orphelins mineurs ne disposant pas de revenu propre dans les procédures de succession.

- Autres bénéficiaires

-toute personne qui se trouve dans l'impossibilité, en raison de son indigence, d'exercer ses droits en justice.

LE FONDS D'ASSISTANCE

La suite à la page 15



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

JUDICIAIRE

(FAJ)

Le FAJ est une personne morale dotée de l'autonomie financière. Il est composé d'un Conseil d'administration et d'une Direction générale. Il a pour mission la mise en œuvre de l'assistance judiciaire au Burkina Faso notamment en contribuant à la prise en charge des bénéficiaires de l'assistance judiciaire.

• Textes de référence

-Décret no2016-185/PRES/PM/MJDHPC/MINEFID portant organisation de l'assistance judiciaire au Burkina Faso.

-Décret no2016-341/PRES/PM/MJDHPC/MINEFID portant approbation des statuts du Fonds d'assistance judiciaire.

• Contact

-Boîte postale : 01 BP 526 Ouaga 01

-Mail : fajud.bf2016@yahoo.fr

La semaine prochaine, nous traiterons de la procédure d'obtention de l'assistance judiciaire au Burkina Faso, des effets ainsi que de sa perte ou de son retrait.

Source : MJDHPC

Recommandations issues du Forum National sur la migration et le développement

Région du Centre

Le forum national sur la migration et le développement a refermé ses portes ce vendredi 07 avril 2017 à Ouagadougou. À l'issue des travaux, les participants ont formulés les recommandations suivantes :

À l'endroit de l'Etat :

- Mettre en place un fonds dédié aux migrants ;
- Trouver des mécanismes pour organiser la diaspora burkinabè ;
- Créer un guichet unique pour faciliter les investissements de la diaspora au Burkina Faso ;
- Créer une maison de la diaspora regroupant des compétences multisectorielles utiles pour un appui-conseil aux investisseurs de la diaspora ;



Le forum national sur la migration et le développement a refermé ses portes ce vendredi 07 avril 2017 à Ouagadougou.

- Encourager et soutenir les études sur les migrations des Burkinabè et de la diaspora
- Dresser une situation exacte de la diaspora burkinabè (estimation, profil, etc) ;
- Prendre des mesures pour un meilleur accès aux logements sociaux et aux terres aménagées ;
- Mettre en place une structure faitière de la diaspora siégeant au Burkina Faso et collaborant avec les Organisations de la Société Civile (OSC) et les autres structures étatiques ;
- Créer un fonds de garantie de

La suite à la page 16.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



À l'issue des travaux, les participants ont formulés les recommandations .

la diaspora afin de faciliter leur investissement au Burkina Faso ;

- Effectuer des missions pour rencontrer la diaspora pour présenter les opportunités d'investissements ;
- Relire les textes réglementaires pour une reconnaissance des associations de la diaspora par l'Etat Burkinabè ;
- Mettre en place un mécanisme visant à inciter les établissements financiers à traiter de façon particulière les fonds transférés par les migrants ;

- Assurer une meilleure protection des Burkinabè de l'extérieur ;
- Accompagner la diaspora pour la restitution des conclusions du présent forum dans leur pays d'accueil ;
- Institutionnaliser le Forum National sur la Migration et le Développement

À l'endroit de la diaspora :

- S'immatriculer dans les structures consulaires des pays d'accueil ;
- Respecter les textes et les lois des pays d'accueil ;

- Sécuriser leurs ressources en les investissant au Burkina Faso ;
- Développer l'esprit de solidarité entre membres de la diaspora ;
- Dupliquer les bonnes expériences de progrès économique, social et culturel vécues dans les pays d'accueil dans leur pays d'origine ;
- S'inspirer des expériences réussies dans une diaspora pour les dupliquer ailleurs.





ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Expert local, Chef de projet spécialiste décentralisation et déconcentration

Description

Projet: Appui à la décentralisation et à la gouvernance financière des collectivités locales en Tunisie – Partenariat AFD-EF en faveur de la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Gouvernance Locale (ex-FSP)

Thématiques: Décentralisation & Déconcentration

Ce projet, sur financement de l'Agence Française de Développement et mis en œuvre par Expertise France, l'agence d'expertise technique internationale de la France, a pour objectif d'appuyer le nouveau Ministère tunisien des Affaires Locales et de l'Environnement, à travers sa Direction Générale des Collectivités Publiques Locales (DGCPL), dans la mise en œuvre de la réforme de décentralisation dans laquelle s'est engagé depuis peu le pays.

Afin de répondre au mieux aux enjeux d'une telle réforme, et de compléter le travail qui a déjà pu être réalisé à ce jour, le programme d'activités du projet a été organisé autour des deux axes majeurs et sous-thématiques suivants :

Composante 1 : Appui au processus de décentralisation

Appui au cadre juridique de la décentralisation : appui à la rédaction et/ou à la révision

de textes règlementaires et à leur opérationnalisation ;

Appui au cadre financier de la décentralisation : appui à la mise en place de la Haute Instance des Finances Locales ;

Appui au cadre opérationnel de la décentralisation : contribution à la réflexion sur le transfert des compétences, ciblant cinq Ministères (éducation, équipement, transport, santé, environnement).

Composante 2 : Appui au processus de déconcentration

Appui au contrôle des collectivités locales (contrôle de légalité des actes des collectivités locales ; soutien au processus de contrôle budgétaire des collectivités locales) ;

Renforcement de la politique de gestion des RH dans les collectivités locales.

Description du poste et des missions :

Dans le cadre du projet décrit ci-dessus, Expertise France souhaite recruter un expert local qui aura pour principales missions de :

Recueillir les besoins d'assistance technique et être le relais stratégique et opérationnel auprès du bénéficiaire, la DGCPL ;

Faciliter la mise en œuvre du projet, y compris de ses aspects logistiques et de gestion administrative et financière, avec l'appui du Chargé de Projet EF Siège et en synergie avec l'assistante technique d'EF

en charge du renforcement de la formation des acteurs de la décentralisation : préparation et mise en œuvre des activités, notamment organisation des missions, séminaires et formations, suivi des recommandations, recherche et mobilisation des expertises locales/régionales, accompagnement des équipes d'experts sur le terrain, organisation et animation des Comités Techniques et des Comités de Pilotage (y compris établissement des comptes-rendus), contrôle qualité des rapports des experts et des activités d'AT ;

Veiller aux bonnes relations avec les partenaires locaux et à la bonne coordination entre les projets existants sur le sujet, qu'ils soient mis en œuvre par la France ou bien d'autres coopérations (connaissance des acteurs tunisiens et communication sur le projet, connaissance des autres projets en cours et initiatives bailleurs) ;

Assurer une circulation d'information fluide et une parfaite coordination avec l'AFD, financeur de ce projet.

Le Chef de projet sera en contact constant avec le Siège d'Expertise France et transmettra à EF de manière régulière un compte-rendu détaillé des conditions d'exécution de sa mission, de son avancement, des difficultés éventuellement rencontrées, tout en formulant des recommandations pour les étapes à venir.

La suite à la page 19



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Ville Tunis, Tunisie

Expériences /

Formation du candidat

Qualifications et compétences:

Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau Master 2 (Bac +5) en administration publique, finances publiques, droit, sciences économiques ou politiques, développement international, ou équivalent ;

Diplôme de l'enseignement supérieursurlesthématiquesplus spécifiques du développement local et de la décentralisation ;

Solide connaissance et très bonne compréhension des problématiques et enjeux liés à la décentralisation et à la déconcentration, que ce soit dans une dimension juridique, institutionnelle, financière, opérationnelle ou de gestion des ressources humaines ;

Excellente aptitude de travail en équipe et à la coordination d'acteurs, y compris de haut niveau.

Expériences professionnelles :

Expérience dans la conduite du changement et dans l'accompagnement/la mise en œuvre de réformes, plus spécifiquement sur les thématiques

de la décentralisation/déconcentration ;

Expérience professionnelle au sein d'une collectivité locale serait un atout ;

Expérience de travail en position d'appui-conseil/renforcement des capacités au niveau de l'administration centrale et/ou décentralisée/déconcentrée, de préférence en tant que responsable d'équipe dans le cadre d'un projet de coopération internationale ;

Expérience professionnelle préalable dans la gestion de projets – de la planification à la mise en œuvre opérationnelle d'activités (aspects thématiques, logistiques, financiers), en passant par la coordination d'acteurs divers ;

Excellente connaissance du contexte tunisien et de l'administration publique tunisienne.

Langues parlées

Arabe courant (écrit/oral) ;

Français courant (écrit/oral).

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A p p u i institutionnel, Décentralisation

Pays Afrique, Tunisie

Contrat I n c o n n u

Durée du contrat

Début prévisionnel : avril 2017

Durée du contrat : 12 mois (temps plein)

Salaire / Indemnité

Le salaire sera défini selon le profil du candidat.

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation.

Nom de la personne contact

Carole DONGUY

Email de la personne contact c a r o l e . donguy@expertisefrance.fr

Postuler en ligne <http://www.expertisefrance.fr/Collaborer-avec-nous/Recherche-d-experts-sur-projets-Expertise-France/Expert-local-chef-de-projet-specialiste-decentralisation-et-deconcentration>

Date de fin de validité 21/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Sierra Leone
- Chef de Mission

Description

COOPI Cooperazione Internazionale, est une organisation humanitaire, non confessionnelle et indépendante fondée en 1965 à Milan, en Italie. Depuis plus de 50 ans, nous avons consacré à briser le cycle de la pauvreté et aux populations de soutien affectées par les guerres, les crises socio-économiques ou les catastrophes naturelles dans leur chemin de la reprise et le développement durable, en utilisant le professionnalisme des opérateurs locaux et internationaux et grâce à nos partenariats avec des organismes publics et privés et les organisations de la société civile.

Titre du poste: chef de mission

Lieu : Freetown, Sierra Leone

Type de contrat: Contrat à durée déterminée

Durée: 12 mois renouvelable

Date de début: Juin 2017

BUT

Le chef de mission assure le leadership et l'orientation stratégique des activités de COOPI en Sierra Leone et est responsable de la mise en œuvre et le développement du programme de pays, conformément à la stratégie

organisationnelle et le pays de COOPI, politiques et procédures. Le chef de mission est également responsable de la construction et de la capacité de gestion du personnel, assurer le financement des bailleurs de fonds et de représenter l'organisation au gouvernement, les donateurs et d'autres organismes appropriés - y compris des groupes, des organismes des Nations Unies et les médias. Les rapports des chefs de mission directement au directeur régional au siège.

R E S P O N S A B I L I T É S

Relations institutionnelles : Il / elle gère les relations avec les principaux bailleurs de fonds institutionnels et avec les potentiels. Il / elle représente COOPI dans le pays / région en engageant dans les relations avec les institutions, les ONG, les organisations locales et internationales et des partenaires. Il/elle est également responsable de la réputation de l'organisation dans le pays.

Stratégie et planification : Il / elle vérifie et propose au directeur régional des priorités d'intervention pour consolider la possibilité de l'organisation d'être plus impliqués dans le pays. Il / elle contribue à la définition de la stratégie par pays et propose le pays (la planification des projets et de la coordination).

De la gestion des projets : Il / elle coordonne et surveille

directement les projets, garantir la bonne mise en œuvre en conformité avec les obligations contractuelles et les donateurs de procédures, et conformément aux procédures et normes de gestion de COOPI. Il / elle coordonne l'élaboration, la rédaction et la préparation de documents pour présenter de nouveaux projets, en se référant au directeur régional et les bureaux de soutien du siège. Il / elle est responsable de la préparation des projets de rapports et tous les documents de contrôle demandés par le siège central. Il / elle assure la transmission de tous les documents officiels du projet et administratifs au siège central.

La gestion des bureaux de pays : Il / elle est responsable de tous les aspects liés à la gestion des bureaux de pays: situation économique et financière, les réglementations locales, les organigrammes de bureaux, la logistique, la gestion du personnel local et expatrié, conformément aux directives de l'organisation. Il / elle garantit le respect de la législation et de la réglementation administrative du pays.

Gestion du personnel : Il / elle est responsable de la gestion du personnel local. Il / elle participe et soutient le directeur régional et le bureau des ressources humaines dans la sélection du personnel expatrié. Il / elle coordonne et surveille la gestion du personnel expatrié du pays.

Sécurité : Il / elle est responsable

La suite à la page 21



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

de la sécurité du personnel expatrié, pour la mise en œuvre correcte et le respect des règles de sécurité générales.

Gestion économique et financière : Il / elle est responsable de résultat économique du pays. Il / elle supervise la gestion financière et assure - grâce à la fonction administrative - que tous les délais d'information financière et des donateurs / procédures de COOPI sont respectées. Il / elle participe aux projets / coordination préparation du budget. Il / elle a la signature pour tous les comptes bancaires de COOPI dans le pays.

Visibilité : Il / elle coopère avec la communication et le bureau collecte de fonds pour toutes les activités de communication, de sensibilisation et de collecte de fonds mis en œuvre et pour le pays.

P R O F I L :
Diplôme d'études supérieures en éducation internationale, le développement international, la santé et la nutrition ou un travail sur le terrain ou équivalent connexe.

5 ans d'expérience minimum dans le domaine humanitaire et dans une position similaire, avec une expérience de la réussite et les résultats obtenus;

Une expérience antérieure avec une ONG humanitaire internationale est un avantage;

expérience de travail Souhaitable de l'Union européenne, des projets et de l'ONU USAid;

Expérience de travail dans un environnement non sécurisé responsable de la planification de la sécurité, le suivi et la gestion.

compétences en résolution de problèmes analytiques et pratiques solides;

capacités de surveillance fortes et la capacité démontrée du travail d'équipe et de coordination avec les acteurs concernés;

Très bonnes compétences interpersonnelles et de communication d'écriture;

Capacité d'organiser le travail de façon efficace et fournir des missions en temps opportun souvent des contraintes de temps;

Maîtrise de l'anglais écrit et parlé;

Connaissances en informatique,

avec une grande maîtrise de l'utilisation des applications de logiciels de bureautique standard (par exemple Microsoft Word, Excel et PowerPoint);

Permis de conduire valide.

Comment appliquer : S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation avec 3 références

Ville F r e e t o w n

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Afrique, Sierra Leone

Contrat C D D

Postuler en ligne
<http://www.cooi.org/fr/lavoro/head-of-mission-6/>

Date de fin de validité 30/04/2017

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: France – Responsable Géographique (H/F) CDD – Desk Moyen Orient (Liban, Syrie, Irak) – Paris/Clichy

Description

Datederédaction:06/04/2017

Date de prise de fonction souhaitée : 19/06/2017

Qui sommes-nous?

SOLIDARITES INTERNATIONAL est une association humanitaire qui depuis 36 ans porte secours aux populations en danger, victimes d'un conflit ou d'une catastrophe. Nous répondons aux besoins vitaux des populations avec des programmes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de sécurité alimentaire et de reconstruction des infrastructures, depuis la phase d'urgence jusqu'à la reconstruction et la sortie de crise. Nous sommes très attachés à la qualité de ces programmes, à nos liens avec les populations et au respect de leur dignité et de leur identité culturelle.

Sur la base des principes d'humanité et d'indépendance au service de l'impartialité des secours délivrés pour répondre aux besoins vitaux, nous mobilisons des fonds nécessaires collectés auprès de donateurs privés et des institutions spécialisées avec lesquelles nous coopérons. Nous développons 15 missions humanitaires avec 80 permanents au siège, 180 expatriés et 1.800 personnels

nationaux pour un volume d'aide de 70 millions d'euros en 2015.

« Tout ce que vous avez toujours voulu faire ou rêvé de faire, entreprenez le. L'audace renferme en soi génie, pouvoir et magie». – Goethe

Description du poste :

Au sein du département des opérations, le/la Responsable Géographique supervise les missions dont il a la responsabilité : Liban, Syrie, Irak (le portefeuille des missions peut évoluer partiellement et inclus notamment une veille sur le Yémen). Pour ce faire, il encadre les chefs de missions basés sur le terrain, ainsi que l'équipe desk constituée de cinq personnes, et collabore avec les différents services du siège de Solidarités International afin de définir les stratégies mises en œuvre sur le terrain et de s'assurer de la bonne mise en œuvre des programmes.

Le Responsable Géographique occupe un poste stratégique ; en tant qu'interface clé entre le siège et le terrain, il relaie les attentes et les besoins des missions et contribue ainsi à insuffler une authenticité et une proximité dans la définition de la stratégie globale de Solidarités International.

Responsabilités et Activités principales du poste/
Les enjeux du poste :

Lien essentiel entre le siège et le terrain, notamment dans le partage des

informations, parfois arbitre, le Responsable Géographique a un spectre de fonctions extrêmement riche et varié :

la stratégie (support/suivi de la programmation annuelle de ses missions tout en intégrant la stratégie institutionnelle) alimentée par une grande capacité d'analyse et lecture des contextes de ses pays d'intervention. Il développe une vision et une stratégie régionale pluriannuelle sur sa zone d'intervention et la partage avec ses chefs de missions.

La gestion de la sécurité, qui repose sur les mêmes capacités d'analyse et veille contextuelle, implique de valider le déploiement et l'adaptation des dispositifs de gestion de la sécurité de ses missions. Mais elle implique aussi de faire partie du comité de gestion de crise lors d'incidents critiques et d'assurer régulièrement la permanence du téléphone d'Urgence.

une forte dimension représentation puisqu'il faut porter la voix de ses pays et de Solidarités international auprès des bailleurs/institutionnels et parfois des médias. Cela peut aussi signifier de développer de nouveaux partenariats avec d'autres organisations humanitaires.

-Le volet coordination et suivi des projets est aussi un axe essentiel du poste puisque le/la Responsable géographique doit s'assurer que les objectifs programmatiques prévus

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

sont atteints / effectuer des visites terrain régulières et documentées, notamment afin de toujours être une force de proposition sur les programmes à soumettre aux bailleurs de fonds mais également de toujours garantir la cohérence de nos interventions / veiller au respect des règles bailleurs / s'assurer de l'adéquation entre les moyens mis en œuvre et la stratégie/ Participer à l'application et la mise en place de critères de qualité sur les programmes / remonter les expériences positives des missions pour essayer de dupliquer sur d'autres et les expériences négatives pour éviter qu'elles soient faites à nouveau

– Pour finir, l'axe RH : il s'agit d'abord de manager des équipes composées de métiers différents et de personnalités fortes : les chefs de mission dont il/elle est le responsable hiérarchique mais qu'il faut aussi soutenir dans la gestion des équipes terrain / gestion de l'équipe desk, programme et support / assurer le dimensionnement RH des missions en collaboration avec la Direction des RH / Participer au recrutement de certains expatriés, de l'équipe desk et valider les chefs de mission et certains coordinateurs / Assurer un briefing d'avant départ aux expatriés ayant des rôles stratégiques ou liés à la gestion de la sécurité / Assurer un débriefing opérationnel pour les postes de coordination

/ Formation au départ : Participer à l'actualisation des modules missions et les animer

Votre profil :

Formation et expérience :

La formation n'est pas décisive, mais l'expérience terrain à des fonctions d'encadrement est impérative – et idéalement à des fonctions de chef de mission dans les contextes concernés (3 ans minimum) par le périmètre géographique du Desk.

Expérience significative dans la recherche de fonds et l'établissement de partenariats avec les bailleurs de fonds humanitaires.

Compétences et qualités requises :

Votre expérience terrain à des fonctions de coordination vous a nécessairement apporté un sens du management à toute épreuve. Vous avez également une grande capacité à définir une vision, une stratégie, à conceptualiser et planifier un projet, à synthétiser et diffuser l'information, à analyser la sécurité et le cas échéant gérer les crises...

Plus classiquement, votre pratique de l'anglais est parfaitement fluide et vous êtes également parfaitement à l'aise avec le Pack Office

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en

français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes :

Contrat CDD d'une durée de 6 mois, Statut Cadre

Rémunération brute mensuelle de 3.380 euros brut sur 12 mois. 12 jours de RTT par an + jours de récupération post mission terrain

Mutuelle (80 %), tickets Restaurants (60%) prise en charge par l'association

Poste basé à Clichy la Garenne (92) avec déplacements fréquents sur le terrain (15 jours par an sur chaque mission en moyenne)

Maintenant que vous avez démontré votre intérêt en étant courageusement allé au bout de cette annonce vous pouvez aller en découvrir plus sur Solidarités International (www.solidarites.org)

CONTACT : merci de postuler en ligne en adressant votre candidature à Alexandre GIRAUD, Directeur des Opérations.

Fonctions A u t r e , C o m m u n i c a t i o n , C o o r d i n a t i o n , G e s t i o n d e p r o j e t , E t u d e s , R e c h e r c h e , O r g a n i s a t i o n , A d m i n i s t r a t i o n ,

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Ressources	Humaines,	Ressources	Humaines	26203F3VBQB6G8N8NW6
Technicien	spécialiste	Pays	Europe,	&nPostingTargetID=19046
Activités	Agriculture,	Contrat	France	Date de fin de
Environnement,	Autre,	C D D	Postuler en ligne	validité 19/05/2017
Droit, Economie,	Finance,	Postuler en ligne	https://	
Administration,	Génie	emea3.recruitmentplatform.	com/syndicated/private/	
civil,	Hydraulique,	syd_apply.cfm?ID=PI0FK0		
Logistique,	Mécanique,			



Avis de recrutement

• **Poste :** **SON DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING**

• Type d'offre : Emploi
• Métier(s): Commerce et Administration des Entreprises, Commerce/Ventes, Marketing

• **Niveau(x): BAC+4, BAC+5**

• **Expérience:**

• **Lieu: ABIDJAN**

• **Date de publication:**
07/04/2017

• **Date limite:**
07/05/2017

IMPORTANTE SOCIETE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION (SGI) DE LA PLACE recherche SON DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING (Poste basé à Abidjan)

Sous la supervision du DGA et véritable n° 2 de l'entité, vous assurez la gestion du portefeuille et des activités de l'établissement conformément à la réglementation du marché financier régional et aux procédures du groupe. À ce titre, vous êtes chargé de :

- Assurer la gestion des activités du Front office et du Middle Office (structuration des émissions de titre, placement, démarche de fonds d'investissement étranger pour le courtage, gestion du portefeuille, des partenariats et de la relation client, etc.) ;
 - Gérer le portefeuille sous mandat ;
 - Assurer la communication et l'information (interne et externe) ;
 - Superviser l'ensemble des équipes ;
 - Assurer l'intérim du Directeur Général Adjoint en cas d'absence.
- Vous êtes titulaire d'un Bac**

+4/5 avec une expérience pertinente à un poste similaire au sein d'un établissement financier ou idéalement d'une SGI. Vous savez gérer un portefeuille et vous avez des connaissances en finance de marché. En outre, vous êtes créatif, avec un sens élevé de l'innovation. Vous savez diriger une équipe
Merci d'adresser :

lettre de motivation, CV, photo et prétentions salariales à cv@mce-afrique.net ou mce@aviso.ci



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

08/04/2017 AU 15/04/2017 Groupe I

Avenir	25 36 13 38	Kossodo	25 35 63 04	Tale	71 62 08 08
Baowendsom	25414499	Lanibougna	7098 1480	Trypano	25 33 29 41
Beatitudes	25 37 47 11	Liberté	25 41 01 31	Wend La Laafi	2543 12 13
Benaia	25 37 28 30	Magnificat	25 41 29 90	Wend lamita	2534 15 87
Camille	25 36 61 27	Maré	25 34 11 28	Yathrib	25 40 23 88
Carrefour	25 33 23 10	Miniché	72 25 76 76		
Centre	25 31 16 60	Monderou	25 34 05 28		
Desa	25 47 50 50	Nouvelle	25 30 61 33		
Des Apôtres	51445858	Panacea	25 36 66 88		
Elite	25 41 91 77	Pelega	25 35 05 01		
Goulmou	25 43 63 05	Rayib-Tiga	25407588		
Hope	71 14 22 22	Rivage	25 34 19 39		
Indépendance	25312717	Saint Bernard	2545 1482		
Jobber	25 45 51 75	Saint Jean	25 37 00 33		
Katra	25 37 20 13	Siloé	25 40 27 46		
Kabore Dominique	25384884	Song Taaba	25366462		
Keneya	25 30 71 38	St François d'Assisse	25368585		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO